



Pacte de responsabilité

= Nos salaires bloqués jusqu'en 2015...2017 !

= Nouveaux cadeaux pour les patrons !

Cela suffit !

CGT-INRA RN 10 – Porte de St Cyr 78210 Saint Cyr l'Ecole Tél : 01.39.53.56.56 Mail : cgt@inra.fr

Comme « réponse » à la sanction électorale des municipales, le Président de la République a nommé Manuel Valls à Matignon. Le nouveau Premier Ministre vient de préciser la signification du « **Pacte de responsabilité** » pour les années qui viennent. **Cela se résume en quelques mots :**

- **austérité renforcée avec gel du point d'indice des fonctionnaires maintenu jusqu'en 2015 voire 2017, après déjà 4 ans de blocage !**
- **Non-revalorisation des prestations sociales (retraites, retraites complémentaires) jusqu'en octobre 2015 !**
- **« Economies » de 10 milliards sur la Sécu !**
- **35 milliards de nouvelles exonérations de cotisations pour le patronat**

Pouvoir d'achat en baisse, reculs sociaux pour les salariés
et cadeaux pour le patronat et les actionnaires du CAC 40 !

C'est la poursuite et l'aggravation des politiques précédentes qui n'ont fait que nous enfoncer dans la crise et la régression sociale. Tous les salariés, les fonctionnaires comme les autres, en payent le prix fort au quotidien. Avec Manuel Valls, c'est le « pacte de responsabilité » puissance 2 ! **Ce choix politique nous mène droit dans le mur !**

Présenté comme une contrepartie sociale au pacte de responsabilité, le pacte dit de « solidarité » consiste en une baisse des cotisations sociales des salariés, c'est-à-dire en fait une **diminution accrue des ressources de la Sécurité Sociale**. Contre une « augmentation » immédiate de revenu d'environ 50 euros, les salariés pourront moins se soigner, car inmanquablement, cette baisse du budget de la sécurité sociale se traduira par une nouvelle baisse des prises en charge par l'assurance maladie.

Le transfert d'une partie des cotisations sociales vers la fiscalité au prétexte d'augmenter le pouvoir d'achat des salariés modestes est un leurre : quel sens aura, pour une partie des salariés, une cinquantaine d'euros en sus du salaire net si, dans le même temps, on baisse les prestations sociales, on réduit les services publics et on les rend plus chers ? Quel sens aura cette politique si les patrons et l'Etat continuent de faire baisser les salaires ?

[\(Lire l'analyse de la CGT des organismes sociaux\)](#)

C'est exactement l'inverse du changement attendu par tous, notamment dans **l'Enseignement supérieur et la Recherche (ESR)** où la priorité budgétaire annoncée n'a pas été mise en œuvre et où les conditions de travail de tous les personnels n'ont cessé de se dégrader.

Après une première période où la ministre Fioraso n'a pas su restaurer les bases de la confiance avec les personnels de l'Enseignement supérieur et de la Recherche, le gouvernement nomme un nouveau ministre de l'Éducation, de l'Enseignement supérieur et de la Recherche. Il nomme dans la foulée comme secrétaire d'état chargée de l'Enseignement supérieur et de la Recherche... Mme Fioraso qui indique que sa loi est « *presque un pacte de responsabilité* ». Il confirme donc les orientations qui ont fondé la loi LRU-Pécresse et la loi LRU-Fioraso plaçant les établissements d'Enseignement supérieur et de la Recherche au cœur de la recomposition régionale de notre Service Public d'ESR. Tout ceci est bien loin du changement que la communauté universitaire et scientifique attend avec impatience.

La seule réponse possible à cette politique suicidaire ne peut être que la mobilisation et la grève !

Une grève est appelée le 15 Mai dans la Fonction Publique. En appelant à la grève, la CGT-INRA revendique en particulier :

Le retrait du pacte de responsabilité et des 50 milliards de coupes dans les dépenses publiques.

L'augmentation immédiate d'au moins 8% de la valeur du point d'indice pour compenser les pertes de pouvoir d'achat des personnels.

L'arrêt des exonérations de cotisations pour le patronat et la défense de la Sécu.

Rencontre-témoignages sur les conditions de travail et d'études dans l'ESR.

Le 9 avril dernier, se tenait à Paris, à l'initiative de l'intersyndicale de l'ESR, une rencontre visant à recueillir des témoignages sur la dégradation des conditions de travail et d'études dans l'Enseignement supérieur et la Recherche. Ces témoignages ont été précédés par les interventions de deux spécialistes des conditions de travail qui ont expliqué la quintessence du managérial moderne : comment faire en sorte que les salariés renoncent à leurs intérêts. On instaure une précarisation à tout crin, avec un inconfort qui fait que les salariés ne puissent plus maîtriser leur travail. La précarisation prend différentes formes : précarisation de l'emploi (70 000 précaires dans l'ESR selon le bilan social ministériel de 2012, 37% à l'INRA), changements perpétuels par le biais des restructurations, des mobilités, des nouveaux logiciels, etc. Les témoignages ont montré que les fameux « RPS » ne sont que les conséquences d'une organisation scientifique et minutieuse du travail qui conduit à une souffrance accrue des salariés et des étudiants dans notre secteur comme ailleurs. La CGT-INRA participait à cet évènement et y a fait [une déclaration](#).

LE 1er MAI

Dans ces conditions, les manifestations du 1^{er} Mai doivent être l'occasion pour la population d'exprimer son rejet de cette politique anti-sociale. Le 18 mars, dans l'unité, les organisations syndicales opposées au pacte de responsabilité ont appelé à la mobilisation. C'était un début.

Aujourd'hui, CGT, FSU, SUD et FO appellent à faire du 1^{er} mai une journée de mobilisation et de lutte pour :

- ▶ **Augmenter les salaires, les pensions et les minimas sociaux ! Il y a urgence !**
- ▶ **Investir dans l'emploi, et la formation professionnelle et initiale.**
- ▶ **Répartir les richesses et s'attaquer aux logiques capitalistes.**
- ▶ **Obtenir des droits nouveaux et réels pour les salariés dans les entreprises**

TOUS DANS LA RUE

LE 1er MAI

**Venez renforcer un syndicat
de luttes :
Adhérez à la CGT !**

